



BILAN 2012

défaillances et sauvegardes
d'entreprises en France



altares

► La connaissance inter-entreprises

Altaires est un acteur de référence des services aux entreprises. Il fournit à ses clients des solutions pour accélérer la croissance dans deux axes majeurs : développement commercial et gestion du risque financier en France, en Europe et à l'international.

Altaires propose depuis début 2005 deux cycles d'analyses trimestrielles, dans deux domaines spécifiques de la connaissance interentreprises, liés aux échanges économiques :

- les défaillances d'entreprises en France, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1^{er} janvier 2006
- les retards de paiement en Europe

Pour chacun de ces thèmes, Altaires publie chaque trimestre une synthèse et une analyse des évolutions de tendance ; un bilan semestriel et un bilan annuel viennent compléter chaque cycle d'analyses trimestrielles. Ces analyses sont disponibles sur simple demande aux contacts ci-dessous, et font l'objet d'un envoi par mail, dès parution. Elles sont de plus systématiquement consultables en ligne, sur le site www.altaires.fr et peuvent être téléchargées au format PDF.

DATE DE PUBLICATION : JEUDI 17 JANVIER 2013

ALTARES
55 avenue des Champs Pierreux
Immeuble Le Capitole
92012 Nanterre
contact@altaires.fr
Tél : 01 41 37 51 04 – Fax : 01 41 37 50 01
www.altaires.fr
Responsable des études
Thierry Millon
Tél : 04 72 65 15 51

Relations Presse : Actual Consultants
Françoise LINHART
agence@actual-consultants.com
36 ter avenue Franklin Roosevelt
77210 Avon Fontainebleau
Tél : 01 60 70 00 00 – Fax : 01 60 39 02 02
www.actual-consultants.com

NANTERRE, LE JEUDI 17 JANVIER 2013

DÉFAILLANCES ET SAUVEGARDES D'ENTREPRISES : L'ANALYSE ANNUELLE D'ALTARES

Un nombre de défaillances d'entreprises élevé en 2012, mais sous le record de 2009.

Les ouvertures de RJ/LJ s'accroissent au 4^{ème} trimestre (+ 12,5 %)

Comme attendu, moins de 60 000 procédures de Redressements Judiciaires (RJ) ou Liquidations Judiciaires (LJ) directes et 1 500 sauvegardes ont été prononcées par les tribunaux (+2,8%) en 2012. Toutefois, la fin de l'année a été particulièrement compliquée avec plus de 16 000 procédures de RJ/LJ et 380 sauvegardes comptabilisées sur le quatrième trimestre (+ 12,6%).

En dépit d'une conjoncture pesante, 2012 n'aura donc pas établi un nouveau record de défaillances d'entreprises. En 2009, en pleine crise, 62 300 entreprises avaient dû se résigner à déposer le bilan ; en 2012, elles sont 59 780. Ce sont donc environ 2 500 entreprises épargnées et plus de 10 000 emplois sauvés. En effet, si l'ensemble des défaillances représentaient plus de 257 000 emplois en 2009, le nombre d'emplois menacés tombe à environ 245 000, un volume encore supérieur de 15 000 à celui de 2008, mais globalement stable sur trois ans.

Les sociétés de plus de 50 salariés restent fragilisées avec 558 défaillances soit 10% de plus qu'en 2011. Toutefois, la sinistralité de ces PME s'est davantage concentrée sur le premier semestre 2012 (+ 37%) tandis que la seconde partie de l'année s'inscrit sur une meilleure tendance (- 3%).

La plupart des régions sont dans le rouge et huit d'entre elles enregistrent des niveaux de défaillances record, supérieurs à ceux comptabilisés en 2009. C'est particulièrement le cas de Picardie où les ouvertures de RJ/LJ augmentent de 13% en 2012 et 46% sur le dernier trimestre. Plus de 1 700 entreprises picardes ont défailli en 2012 c'est environ 700 de plus qu'avant la crise.

En hausse sensible (supérieure à 10%) en 2012, les défaillances d'entreprises s'accroissent en fin d'année (supérieures à 20%) dans l'immobilier, l'entretien et la réparation de véhicules automobiles, les soins de beauté et coiffure, les boucheries-charcuteries mais aussi les activités récréatives et de loisirs. Cette tendance illustre la propagation des difficultés des activités B2B fortement chahutées pendant la crise vers des métiers B2C désormais fragilisés par l'atonie de la consommation des ménages.



Decide with Confidence

NANTERRE, LE JEUDI 17 JANVIER 2013

Nombre de défaillances d'entreprises par type de procédure (situation au 8 janvier de chaque année)

	2008	2009	2010	2011	2012	Évolution 2012/2011	4 ^{ème} trimestre 2011	4 ^{ème} trimestre 2012	Évolution 2012/2011
Sauvegardes	699	1396	1261	1419	1498	5,6%	326	381	16,9%
Redressements Judiciaires ou Liquidations Judiciaires directes	56 162	62 313	59 293	58 195	59 780	2,7%	14 277	16 067	12,5%
RJ	18 201	19 614	18 842	18 518	18 475	-0,2%	4 784	4 994	4,4%
LJ Directes	37 961	42 699	40 451	39 677	41 305	4,1%	9 493	11 073	16,6%
TOTAL FRANCE	56 861	63 709	60 554	59 614	61 278	2,8%	14 603	16 448	12,6%
Dont PME > 50 salariés	456	666	472	507	558	10,1%	147	144	-2,0%
Ensemble Emplois menacés	230 500	257 200	242 500	247 200	245 300	-0,8%	65 100	66 900	2,8%

Le risque se détend en fin d'année pour les PME d'au moins 50 salariés mais s'accélère pour les TPE.

De façon stable au fil des ans, l'essentiel des entreprises défaillantes en 2012 sont des **micro-entreprises sans effectif ou des TPE** de moins de 10 salariés. Cette année encore, elles portent 92% (55 000) des entreprises en procédure ; un taux comparable à la représentation de ces structures dans la démographie des entreprises françaises.

Parmi celles-ci, les entreprises sans salariés (24 500) sont les seules à enregistrer une baisse des dépôts de bilan (-5%). Cette performance est pourtant à la peine en fin d'année ; les défaillances repartent à la hausse (+9%) sur le dernier trimestre.

Les structures de 1 à 5 salariés ont connu une année 2012 plus compliquée. 26 500 sont en procédure collective, c'est 10% de plus qu'en 2011. Le dernier trimestre est plus sévère encore avec une augmentation de 17%.

Les TPE de 6 à 9 salariés semblent un peu mieux résister à la fois en année pleine 2012 (+3%) et au cours du 4^{ème} trimestre (+4%).

Les PME d'au moins 10 salariés représentent donc moins d'une défaillance sur dix soit 4 500 sociétés.

Parmi celles-ci, les structures de 10 à 49 salariés ont contenu sur l'année une augmentation du nombre de défaillances aux environs de 6% en dépit d'un difficile dernier trimestre durant lequel le rythme s'accélère (+14%).

Les PME de plus de 50 salariés affichent, à l'inverse, des tendances sur 12 mois plus sévères que sur trois mois. 482 d'entre elles ont connu un redressement ou une liquidation judiciaire en 2012, soit 18% de plus qu'en 2011, et 80 contre 98 ont bénéficié d'une sauvegarde soit 18% de moins qu'en 2011. La vulnérabilité est essentiellement concentrée sur le premier semestre. Sur les trois derniers mois de l'année, le nombre de RJ/LJ n'augmente plus que de 2% tandis que le nombre de sauvegardes continue de baisser rapidement (-19%).



Decide with Confidence

NANTERRE, LE JEUDI 17 JANVIER 2013

Des sociétés de plus de 15 M€ de chiffre d'affaires en difficulté depuis longtemps.

L'analyse des défaillances sous le prisme du chiffre d'affaires confirme la moindre sinistralité des grosses PME en 2012. Le nombre de RJ ou LJ prononcés sur des sociétés de plus de 15 M€ de chiffre d'affaires recule de près de 9% en 2012 avec 145 ouvertures de procédures. Le dernier trimestre n'offre toutefois aucune tendance avec 41 jugements prononcés en 2012 comme en 2011.

Les deux tiers de ces grosses défaillances concernent des industriels et des commerçants, essentiellement des manufacturiers et des grossistes. Nombre d'entre eux présentaient des difficultés déjà anciennes ; 20% n'avaient d'ailleurs pas publié de bilan depuis au moins 2009, signal généralement d'une volonté de masquer une situation délicate. Confirmation du déséquilibre financier, près de 60% de ces grosses défaillances ne parvenaient pas à dégager une rentabilité sur leur cœur de métier. Le quart d'entre elles présentaient des fonds propres négatifs et près de la moitié une trésorerie négative. En panne de cash, ces sociétés ont tenté alors de jouer sur le crédit fournisseur et retardé le règlement de leurs factures. Les deux tiers repportaient leurs paiement d'au moins 15 jours au-delà de la date de paiement initialement prévue. Dans ces conditions, la pérennité de l'entreprise était compromise depuis déjà plusieurs mois, voire plusieurs années et la réduction des effectifs engagée par 60% de ces PME n'a pas suffi à inverser le déclin.

Des retards de paiement, le dernier bilan non publié, des pertes antérieures, absence de fonds propres... les indicateurs d'alertes étaient nombreux et anciens.

À partir de 20 salariés, le RJ est privilégié dans deux cas sur trois.

30,9% des jugements d'ouverture prononcés par les tribunaux sont des redressements judiciaires. Ce taux, en recul de près de 1% sur un an, varie de 22% pour les micro-entreprises à 80% pour les PME de plus de 100 salariés.

Le pivot autour duquel la proportion des RJ et des LJ directes s'équilibre est observé sur la tranche 10 à 19 salariés. Sur cette taille d'entreprises, les tribunaux ont prononcé en 2012 autant de LJ que de RJ à savoir un peu moins de 1 400. En dessous de 10 salariés, la liquidation est privilégiée au regard de la capacité de l'entreprise à réussir sa sortie de crise ; les chances de rebonds sont souvent insuffisantes.

À partir de 20 salariés, les sociétés sont généralement mieux préparées à aborder un redressement judiciaire ou offrent au tribunal une plus grande visibilité sur leur situation en cours, voire future. C'est pourquoi, les deux tiers (66%) des sociétés employant de 20 à 100 salariés obtiennent l'ouverture d'un redressement judiciaire ; un taux porté à 80% pour celles de plus de 100 salariés.

Un record de défaillances dans les entreprises âgées de 6 à 10 ans.

Plus d'une entreprise défaillante sur deux (53%) a moins de cinq ans, mais le nombre de procédures ouvertes est stable en 2012 à 31 800. Observons que depuis la mise en place de l'Auto Entrepreneur (A.E) en 2009, la création d'entreprises en dehors de ce statut est globalement stable aux environs de 260 000 par an. Cette stagnation masque toutefois, une baisse du nombre de nouvelles Entreprises Individuelles (hors A.E.) depuis 2009 et à l'inverse, une hausse du nombre de nouvelles sociétés (moins de 100 000 Entreprises Individuelles, et 160 000 sociétés).

Au-delà de 5 ans, les chiffres de sinistralité sont en dégradation. En particulier, sur la tranche des 6 à 10 ans correspondant aux entreprises créées à partir de 2002 période à partir de laquelle une série de mesures en faveur de la création d'entreprise ou de la transmission et reprise d'entreprise avait boosté la création (+ 10% en 2003 et 2004). Une partie de ces entreprises



Decide with Confidence

NANTERRE, LE JEUDI 17 JANVIER 2013

se retrouvent aujourd'hui dans les procédures collectives. Les défaillances d'entreprises âgées de 6 à 10 ans augmentent de 8% en 2012 et même 22% sur le dernier trimestre. Avec plus de 13 200 procédures enregistrées sur cette tranche d'âge, l'année 2012 marque un record.

Forte accélération du risque pour les sociétés par actions simplifiées.

En 2012, les deux tiers (67%) des entreprises défaillantes se présentent sous forme de SARL et un petit quart (23%) sous forme d'Entreprise Individuelle (E.I.) dont l'essentiel est constitué d'artisans-commerçants. Le nombre de procédures ouvertes sur des E.I. est en recul sensible (-3,8%), en revanche la sinistralité des SARL augmente (+3,5%) avec désormais plus de 40 000 jugements.

Mais c'est sur les formes Sociétés par actions simplifiées et assimilées que les évolutions sont les plus sévères (+25%) avec désormais plus de 3 100 défaillances; il y en avait moins de 1 400 en 2008.

Parmi les autres formes sous tension, nous trouvons les associations avec près de 800 dépôts de bilan en 2012 et les sociétés civiles immobilières (788 défaillances, +25%).

Les difficultés se propagent aux métiers B2C; l'industrie manufacturière résiste bien.

Dans de nombreux secteurs, 2011 avait confirmé l'orientation favorable amorcée en 2010 après une année 2009 noire. Ce mouvement positif est stoppé en 2012 dans plusieurs secteurs, voire s'inverse.

C'est ainsi le cas, de la **construction** qui concentre 29% des défaillances d'entreprises. Proches des valeurs d'avant-crise en 2011, les procédures collectives repassent au-dessus des 17 000 en 2012 (17 300) en hausse de 2,2%. L'essentiel des dépôts de bilan concerne les activités du bâtiment (15 000) mais la tendance est stable. En revanche, si l'immobilier ne porte que 2 400 procédures, ce nombre est en forte augmentation en 2012 (+13%). Sur le 4^{ème} trimestre, les chiffres s'affolent avec un secteur du bâtiment qui ressort à +11% et l'immobilier à +34%. Dans le **bâtiment**, les difficultés ont davantage concerné les métiers du second œuvre pendant que dans l'**immobilier** les dépôts de bilan se concentrent dans les agences immobilières qui comptabilisent 787 jugements en 2012 (+23%) dont 222 en fin d'année (+27%).

Le **commerce** est le deuxième gros poste des procédures collectives avec 23% des jugements. Dans ce secteur, le regain des défaillances avait démarré dès 2011, il se poursuit en 2012. La hausse est limitée à +1,5% sur un an grâce à la résistance de la **vente de détail** (+0,4%) qui concentre 60% des dépôts de bilan du commerce. Le **commerce interentreprises** (gros) demeure dans le vert en 2012 (-1%) tandis que le **commerce et la réparation de véhicules** reste mal orienté (+10%). Dans ce dernier, la réparation de véhicules automobiles comptabilise 841 défaillances (+11%) et le commerce de véhicules automobiles 756 (+9%); ces deux métiers sont encore plus lourdement touchés en fin d'année où la hausse des dépôts de bilan dépasse 20%. Dans la vente de détail, les boucheries enregistrent une forte dégradation (+19%) avec 434 défaillances; les tendances sont également lourdes en 2012 pour les parfumeries (+28%; 145) et la VPC (+16%; 124).

Les **services aux entreprises** avaient enregistré plus de 7 300 RJ/LJ en 2009; depuis, le secteur ne parvient pas à redescendre sous le seuil des 7 000 et a fortiori retrouver un volume d'avant crise à 5 000 unités à l'année. En 2012, la hausse est de 2,4% pour 7 359 dépôts de bilan. Les tendances sont sévères dans des activités scientifiques et techniques comme l'ingénierie (+13%) ou les régies publicitaires (+12%) mais plus encore dans des activités plus administratives telles que les services de nettoyage de bâtiments (+19%) ou les agences de voyages (+28%). Sur le 4^{ème} trimestre, l'ensemble des services aux entreprises dérape de 11% et notamment les activités de conseil pour les affaires (+18%).



Decide with Confidence

NANTERRE, LE JEUDI 17 JANVIER 2013

L'**industrie** offre davantage de résistance que les autres secteurs. Les défaillances d'industriels reculent de 1 % en 2012 après une baisse en 2011 et en 2010. L'**agroalimentaire** semble plus difficilement orienté avec une hausse de 7 % mais cette évolution est principalement tirée par les artisans de métiers de bouche comme les boulangers pâtisseries qui représentent 941 dépôts de bilan (+ 8 %) ou les charcutiers (92, + 18 %). L'**industrie manufacturière** fait mieux que résister avec un nombre de défaillances d'entreprises (3 000) encore en légère baisse en 2012 (- 1 %) mais surtout à un niveau historiquement bas. La plupart des métiers industriels sont dans le vert, mais quelques-uns souffrent encore beaucoup, c'est le cas de la fabrication de vêtements de dessus (189 défaillances ; + 13 %), la mécanique industrielle (132 ; + 16 %) ou la fabrication de charpentes (103 ; + 24 %).

C'est dans le **transport et la logistique** que le retournement 2012 est le plus sensible. En forte baisse en 2011, les défaillances d'entreprises remontent de 11 % en 2012 à 1 953 procédures. Si le transport de fret interurbain est encore dans le vert en 2012 (- 2 % et 418 sociétés), le fret de proximité dérape de plus de 13 % avec 961 procédures ouvertes. Dans les autres activités de transport, nous noterons la lourde tendance pour les taxis (136 défaillances soit + 46 %). Si le 4^{ème} trimestre a été plus calme pour le fret de proximité (+ 5 %), en revanche la pression demeure pour les taxis qui comptent sur trois mois 41 dépôts de bilan (+ 71 %).

Dans les métiers de **l'information et de la communication**, les tendances lourdes se concentrent dans l'informatique. 345 sociétés de conseil en systèmes et logiciels informatiques ont défailli en 2012, c'est 15 % de plus qu'en 2011 ; dans la programmation informatique, elles sont 277 soit + 14 %. Dans la communication, les volumes sont moindres mais certaines évolutions sont sévères comme dans la production de films pour le cinéma (60 défaillances soit + 15 %) ou la post-production de films dont le nombre de dépôts de bilan a doublé sur un an (33 ; + 106 %).

Le secteur des C.H.R est à la peine avec une augmentation du nombre de défaillances de 9 % dans **l'hébergement** en 2012 ou 8 % dans la **restauration**. Seuls les **débites de boisson** résistent (- 2 %) en 2012 mais la fin de l'année a été compliquée et les défaillances de cafés augmentent de 22 %. Les difficultés de la restauration concernent autant les restaurants rapides que traditionnels. Avec plus de 5 300 défaillances à l'année, le secteur de la restauration enregistre là un niveau historique dépassant le record de 5 000 défaillances établi en 2009.

Illustrant les tensions des activités B2C, les **services aux particuliers** affichent des évolutions fortes en particulier dans les métiers de la coiffure (872 défaillances soit + 14 % et des soins de beauté (491 ; + 32 %). L'ensemble de l'activité coiffure-soins de beauté et corporel atteint, comme la restauration, un niveau historiquement haut avec plus de 1 500 dépôts de bilan ; c'est 3 fois plus qu'il y a 10 ans.

Dans les autres activités destinées principalement aux particuliers, celles de **l'action sociale et santé** humaine avaient connu une très forte dégradation en 2011. En 2012, la situation de ce secteur reste tendue avec une baisse des défaillances de seulement 3 %, maintenant ainsi le nombre de défaillances d'entreprises très au-dessus du seuil des 800 annuels franchi en 2011. Parmi ces métiers de l'action sociale, on trouve l'aide à domicile qui a enregistré 149 défaillances en 2012 soit + 10 % sur un an.

Les records de défaillances de 2009 sont dépassés en 2012 dans huit régions.

Une douzaine de régions avait poursuivi ou amorcé une baisse du nombre des défaillances d'entreprises en 2012. Seule la Picardie restait dans le rouge.

Les régions qui signent un nouveau record de défaillances :

2009 est le marqueur fort de l'épisode douloureux de la crise. Toutes les régions avaient, depuis, entamé une diminution du nombre des défaillances sans pourtant retrouver les niveaux de 2007. La Picardie faisait exception et n'a cessé



Decide with Confidence

NANTERRE, LE JEUDI 17 JANVIER 2013

d'enregistrer chaque année une dégradation. 2012 est encore particulièrement sévère avec une hausse des dépôts de bilan de 13 %, rythme comparable à celui observé en 2009. La région établit donc un nouveau record de sinistres avec plus de 1 700 dépôts de bilan soit 66 % de plus qu'en 2007 (1 030). La fin de l'année, délicate pour la plupart des régions, n'épargne pas la Picardie qui enregistre plus de 500 défaillances sur le dernier trimestre soit une hausse de 46 % par rapport au même trimestre 2011. Le secteur de la construction et plus précisément de l'immobilier est en première ligne avec la défaillance de 185 structures essentiellement des sociétés civiles immobilières sur le dernier trimestre.

Parmi les autres régions enregistrant des records de défaillances figurent les régions Basse-Normandie (1 191), Haute-Normandie (1 367), Centre (2 194), Midi-Pyrénées (2 571) et Languedoc-Roussillon (3 340). Dans ces régions, le nombre de dépôts de bilan évolue peu depuis 2009 mais la hausse constatée en 2012, quoique contenue entre 2 % et 5 %, conduit à établir de nouveaux records de sinistralité.

Bourgogne et Champagne sont elles-aussi mal orientées avec des augmentations de 12 % (1 416) et 19 % (1 061) en 2012 et signent des volumes de défaillances supérieurs à ceux de 2009.

Les régions en dégradation mais sous les niveaux de 2009 :

La Franche-Comté (991 ; +1 %) ; le Limousin (696 ; +3 %), la Lorraine (1 969 ; +4 %), Poitou-Charentes (1 531 ; +2 %) enregistrent des hausses de défaillances modérées en 2012 et contiennent le nombre des dépôts de bilan en dessous des volumes de 2009.

L'Auvergne (929 ; +14 %) et la Corse (320 ; +10 %) n'établissent pas de nouveaux records de défaillances mais l'augmentation est forte.

Le nombre de procédures collectives se stabilise depuis 2009 aux environs de 3 300 en Nord-Pas de Calais (+3 % en 2012) et 2 700 en Pays-de-la-Loire (+1 % en 2012).

Parmi les régions plus importantes, l'Aquitaine affiche 3 210 défaillances d'entreprises (+3 %), Provence-Alpes-Côte-D'Azur 6 168 (+1 %) et Rhône-Alpes 6 258 (+7 %). Cette dernière avait enregistré une bonne année en 2011 avec des dépôts de bilan retombés sous la barre des 5 900 après un très lourd exercice 2009 au cours duquel les défaillances d'entreprises avaient explosées de 22 % à plus de 6 600 procédures.

Les régions où les défaillances d'entreprises reculent en 2012 :

L'Alsace et la Bretagne font preuve d'une bonne résistance avec une baisse du nombre de dépôts de bilan respectivement de 1 % et 2 %. Toutefois, cette performance intervient après une année 2011 délicate durant laquelle les défaillances d'entreprises avaient augmenté de 3 % et 4 %.

L'Île de France se distingue par un recul du nombre de dépôts de bilan de 1 % à 11 383, chiffre désormais proche de celui d'avant crise (11 278 en 2007).

Sur le quatrième trimestre, aucune région n'échappe au retournement. Si Provence-Alpes-Côte-D'Azur résiste encore (+2 %), l'Île-de-France, Midi-Pyrénées, Haute-Normandie ou la Corse peinent à contenir la hausse sous les 10 %. Auvergne, Champagne-Ardenne, Lorraine, Picardie et Poitou-Charentes dérapent de plus de 20 %. Les autres régions affichent une dégradation comprise entre 10 % et 20 %.



Decide with Confidence

NANTERRE, LE JEUDI 17 JANVIER 2013

« Quatre ans après la panne de l'économie mondiale, les entreprises sont encore essouffées », note Thierry MILLON, responsable des études Altares.

« La crise financière en 2007 a très vite asphyxié l'économie réelle à partir de 2008 avant que le mur de la dette ne vienne rattraper les états membres de l'Union Européenne à partir de 2010 et surtout 2011. En France, le niveau quasi historique des défaillances d'entreprises avait marqué de son empreinte l'année 2009 ; l'industrie payait alors un lourd tribut à la crise. L'année 2012 était annoncée comme plus sévère encore. Le bilan est pourtant là ; 2012 aura été compliquée mais les entreprises ont résisté. Moins de 60 000 entreprises ont été contraintes de déposer le bilan ; le chiffre reste très élevé mais sensiblement inférieur aux 62 300 de 2009.

Les TPE de 1 à 5 salariés, plus fréquemment orientées B2C, subissent fortement l'atonie de la consommation des ménages. 26 500 ont défailli en 2012, c'est 1 000 de plus qu'en 2009.

Les PME d'au moins 20 salariés, généralement davantage destinées aux marchés B2B, avaient été brutalement frappées par la crise ; le nombre de défaillances explosait de 50 % sur la seule année 2009. En 2012, ces PME restent fragiles et le cap des 2 000 RJ/LJ et sauvegardes est à nouveau franchi mais ce volume est inférieur de 11 % à celui de 2009.

La question du financement reste au cœur des préoccupations des entreprises. L'étude trimestrielle de la Banque de France auprès des PME sur la distribution de crédits en France, relève à cet égard qu'au cours du troisième trimestre 2012, 74 % des demandes de crédits de trésorerie ont été satisfaites totalement ou partiellement (78 % au deuxième trimestre). Formulé différemment, cela signifie aussi qu'un quart des PME s'est vu refuser sa demande de prêt de trésorerie. Alternative à ce manque de cash, le crédit interentreprises est alors privilégié. En 2012, Altares observe que 19 % des PME défaillantes (> 20 salariés) payaient leurs fournisseurs avec des retards supérieurs à 30 jours. Or ce transfert d'obtention de cash du banquier vers le fournisseur s'accompagne aussi d'un transfert du risque vers ce fournisseur. Rappelons-le, un quart des défaillances d'entreprises est lié à des retards de paiement. Ainsi donc, chaque année des milliers d'entreprises mettent la clé sous la porte, faute d'avoir été vigilantes sur les comportements de paiement de leurs clients.

Pour retrouver le chemin de la croissance et à terme de l'emploi, les entreprises doivent se résoudre à respecter quelques consignes essentielles en tête desquelles se faire payer dans les délais par leurs clients. La gestion du poste clients et du cash donne à la gouvernance de l'entreprise l'agilité indispensable pour créer les conditions du succès. Pouvoir prendre les bonnes décisions au bon moment ! »

Renseignement : Thierry Millon - Responsable des Études Altares : 04 72 65 15 51

À PROPOS D'ALTARES

Altares est née du rapprochement de la Base d'Informations Légales BIL et de Dun & Bradstreet France.

Sa vocation, en tant que spécialiste de la connaissance inter-entreprises : fournir des solutions pour accélérer la croissance.

Altares répond aux besoins des entreprises sur deux axes majeurs : développement commercial et gestion du risque financier, en France, en Europe comme à l'International.

Membre du 1^{er} réseau international d'informations B to B (le D&B Worldwide Network), Altares diffuse en France les solutions créées par le leader mondial D&B.

Les clients d'Altares disposent du seul accès global à des données qualifiées sur plus de 200 Millions d'entreprises dans le monde.

Dirigée par Thierry Asmar, Altares, détient 40% du marché français ; avec un CA d'environ 55 Millions d'Euros, l'entreprise compte près de 300 collaborateurs répartis

sur 3 sites principaux : Nanterre, St-Quentin-en-Yvelines et Villeurbanne.

ALTARES
55 avenue des Champs Pierreux
Immeuble Le Capitole
92012 Nanterre
contact@altares.fr
www.altares.fr
Thierry Asmar
Tél : 01 41 37 51 04



Decide with Confidence

PARTIE 1

LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES

12

BILAN 2012

- 13 Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France sur 10 ans
Histogramme de l'évolution des défaillances (RJ / LJ) en France sur 10 ans
Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par tranche d'effectif depuis 2003
- 14 Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par nature de procédure et tranche d'effectif en 2011 et 2012
Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par tranche d'âge depuis 2003
Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par tranche de chiffre d'affaires depuis 2003
- 15 Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par catégorie juridique depuis 2003
Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par forme juridique en 2010 - 2011 - 2012
- 16 Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par activité depuis 2003
- 17 Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par région depuis 2003
- 18 Évolutions des défaillances France depuis 20 ans
Carte de l'évolution des défaillances d'entreprises France par région en 2012
- 19 Défaillances d'entreprises France de plus de 50 M€ de chiffre d'affaires en 2012
(données publiées et non consolidées, dernier bilan disponible)

4^{ÈME} TRIMESTRE 2012

- 21 Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France aux 4^{èmes} trimestres 2010 - 2011 - 2012
Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par tranche d'effectif aux 4^{èmes} trimestres 2010 - 2011 - 2012
Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par tranche d'âge aux 4^{èmes} trimestres 2010 - 2011 - 2012
- 22 Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par activité aux 4^{èmes} trimestres 2010 - 2011 - 2012
- 23 Statistiques des défaillances (RJ / LJ) en France par région aux 4^{èmes} trimestres 2010 - 2011 - 2012



PARTIE 2

LES PROCÉDURES DE SAUVEGARDES D'ENTREPRISES EN FRANCE

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES

24

BILAN 2012

- 25 Statistiques des ouvertures de sauvegardes depuis 2006
 - Histogramme des ouvertures de sauvegardes (RJ / LJ) en France depuis 2006
 - Statistiques des ouvertures de sauvegardes par tranche d'effectif depuis 2006
- 26 Statistiques des ouvertures de sauvegardes par activité depuis 2006
- 27 Statistiques des ouvertures de sauvegardes par tranche d'âge depuis 2006
 - Statistiques des ouvertures de sauvegardes par tranche de chiffre d'affaires depuis 2006
 - Statistiques des ouvertures de sauvegardes par catégorie juridique depuis 2006
- 28 Statistiques des ouvertures de sauvegardes par région depuis 2006
- 29 Carte des ouvertures de sauvegardes par région en 2012
- 30 Sauvegardes d'entreprises de plus de 20 M€ de chiffre d'affaires en France en 2012 (données publiées et non consolidées)

4^{ÈME} TRIMESTRE 2012

- 32 Statistiques des ouvertures de sauvegardes en France aux 4^{èmes} trimestres 2010 - 2011 - 2012
 - Statistiques des ouvertures de sauvegardes en France par tranche d'effectif aux 4^{èmes} trimestres 2010 - 2011 - 2012
 - Statistiques des ouvertures de sauvegardes en France par tranche d'âge aux 4^{èmes} trimestres 2010 - 2011 - 2012
- 33 Statistiques des ouvertures de sauvegardes en France par activité aux 4^{èmes} trimestres 2010 - 2011 - 2012
- 34 Statistiques des ouvertures de sauvegardes en France par région aux 4^{èmes} trimestres 2010 - 2011 - 2012

MÉTHODOLOGIE

35

PARTIE 1

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE

BILAN 2012

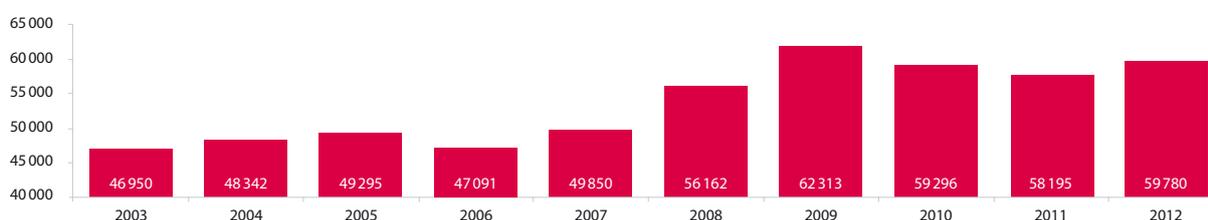
STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES - BILAN 2012

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ/LJ) EN FRANCE SUR 10 ANS

Les données 2011 et 2012 sont arrêtées au 8 janvier de l'année suivante

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Nbre de défaillances	46 950	48 342	49 295	47 091	49 850	56 162	62 313	59 296	58 195	59 780
Évolution N-1	4,5%	3,0%	2,0%	-4,5%	5,9%	12,7%	11,0%	-4,8%	-0,8%	2,7%

HISTOGRAMME DE L'ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES (RJ/LJ) EN FRANCE SUR 10 ANS



STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIFS DEPUIS 2003

Effectifs	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Évolution 2012 vs 2011
0 salarié ou inconnu	20 877	22 409	23 554	23 004	25 384	28 790	26 944	26 071	25 724	24 494	-4,8%
1 ou 2 salariés	12 881	12 965	13 024	12 260	13 037	14 419	16 125	15 643	15 808	17 317	9,5%
3 à 5 salariés	5 912	6 005	6 010	5 649	5 658	6 340	9 467	8 858	8 337	9 186	10,2%
6 à 9 salariés	2 933	2 981	3 002	2 746	2 671	2 992	4 806	4 371	4 076	4 217	3,5%
10 à 19 salariés	2 471	2 341	2 267	2 060	2 026	2 258	2 946	2 651	2 588	2 739	5,8%
20 à 49 salariés	1 336	1 205	1 072	983	784	968	1 475	1 326	1 253	1 345	7,3%
50 à 99 salariés	310	280	239	231	170	204	331	233	247	296	19,8%
100 salariés et plus	230	156	127	158	120	191	219	143	162	186	14,8%
TOTAL FRANCE	46 950	48 342	49 295	47 091	49 850	56 162	62 313	59 296	58 195	59 780	2,7%

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR NATURE DE PROCÉDURE ET TRANCHE D'EFFECTIFS EN 2011 ET 2012

Effectifs	2011					2012					Évolution 2012 vs 2011		
	LJ		RJ		TOTAL	LJ		RJ		TOTAL	LJ	RJ	TOTAL
0 salarié ou inconnu	19 535	75,9%	6 189	24,1%	25 724	18 983	77,5%	5 511	22,5%	24 494	-2,8%	-11,0%	-4,8%
1 ou 2 salariés	10 995	69,6%	4 813	30,4%	15 808	12 353	71,3%	4 964	28,7%	17 317	12,4%	3,1%	9,5%
3 à 5 salariés	5 158	61,9%	3 179	38,1%	8 337	5 706	62,1%	3 480	37,9%	9 186	10,6%	9,5%	10,2%
6 à 9 salariés	2 209	54,2%	1 867	45,8%	4 076	2 305	54,7%	1 912	45,3%	4 217	4,3%	2,4%	3,5%
10 à 19 salariés	1 246	48,1%	1 342	51,9%	2 588	1 367	49,9%	1 372	50,1%	2 739	9,7%	2,2%	5,8%
20 à 49 salariés	435	34,7%	818	65,3%	1 253	468	34,8%	877	65,2%	1 345	7,6%	7,2%	7,3%
50 à 99 salariés	59	23,9%	188	76,1%	247	85	28,7%	211	71,3%	296	44,1%	12,2%	19,8%
100 salariés et plus	40	24,7%	122	75,3%	162	38	20,4%	148	79,6%	186	-5,0%	21,3%	14,8%
TOTAL FRANCE	39 677	68,2%	18 518	31,8%	58 195	41 305	69,1%	18 475	30,9%	59 780	4,1%	-0,2%	2,7%

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR TRANCHE D'ÂGE DEPUIS 2003

Âges	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Évolution 2012 vs 2011
moins de 3 ans	9 841	10 399	11 612	12 281	12 329	14 318	17 684	14 965	13 157	13 229	0,5%
3 à 5 ans	14 047	13 953	14 066	13 222	15 175	17 458	18 910	18 853	18 656	18 551	-0,6%
6 à 10 ans	10 209	10 538	10 408	9 512	9 562	10 716	11 316	11 347	12 265	13 232	7,9%
11 à 15 ans	5 581	5 614	5 366	4 998	4 989	5 427	5 642	5 387	5 231	5 410	3,4%
16 ans et plus	7 272	7 838	7 843	7 078	7 795	8 243	8 761	8 744	8 886	9 358	5,3%
TOTAL FRANCE	46 950	48 342	49 295	47 091	49 850	56 162	62 313	59 296	58 195	59 780	2,7%

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR TRANCHE DE CHIFFRE D'AFFAIRES DEPUIS 2003

Tranches de CA	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Évolution 2012 vs 2011
0 ou inconnu	30 038	31 642	33 332	31 054	34 282	37 527	37 473	35 493	34 295	34 705	1,2%
< 1,5 M€	14 585	14 598	13 993	14 186	13 965	16 570	22 029	21 295	21 489	22 540	4,9%
1,5 à 3 M€	1 183	1 101	1 066	982	849	1 111	1 456	1 401	1 299	1 320	1,6%
3 à 7,5 M€	741	669	638	566	494	609	911	785	747	824	10,3%
7,5 à 15 M€	238	206	180	174	148	194	268	197	206	246	19,4%
> 15 M€	165	126	86	129	112	151	176	125	159	145	-8,8%
TOTAL FRANCE	46 950	48 342	49 295	47 091	49 850	56 162	62 313	59 296	58 195	59 780	2,7%

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR CATÉGORIE JURIDIQUE DEPUIS 2003

Catégories juridiques	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Évolution 2012 vs 2011
Entreprises Individuelles	14 593	15 238	14 934	14 482	15 448	16 397	15 723	14 336	13 984	13 453	-3,8%
Sociétés à Responsabilité limitée	27 029	27 925	29 510	28 419	30 591	35 540	41 385	39 594	38 944	40 319	3,5%
Sociétés anonymes ou SAS	3 117	2 876	2 655	2 326	2 032	2 281	2 937	2 655	3 118	3 711	19,0%
Autres	2 211	2 303	2 196	1 864	1 779	1 944	2 268	2 089	2 149	2 297	6,9%
TOTAL FRANCE	46 950	48 342	49 295	47 091	49 850	56 162	62 313	58 674	58 195	59 780	2,7%

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR FORME JURIDIQUE EN 2010, 2011 ET 2012

Formes juridiques	2010	2011	2012	Évolution 2012 vs 2011
Entreprises Individuelles	14 473	13 984	13 453	-3,8%
dont Professions libérales	1 111	1 197	1 077	-10,0%
Exploitants agricoles	530	464	446	-3,9%
Artisans et/ou commerçants	12 209	11 439	10 937	-4,4%
Sociétés à Responsabilité limitée	39 987	38 944	40 319	3,5%
Sociétés anonymes ou SAS	2 667	3 118	3 711	19,0%
dont Sociétés par Actions Simplifiées (SAS)	1 972	2 500	3 122	24,9%
Autres	2 169	2 149	2 297	6,9%
dont Sociétés en nom collectif	161	142	137	-3,5%
Sociétés civiles immobilières	689	581	728	25,3%
Associations déclarées	653	814	799	-1,8%
Exploitations agricoles à responsabilité limitée	171	168	163	-3,0%
TOTAL FRANCE	59 296	58 195	59 780	2,7%

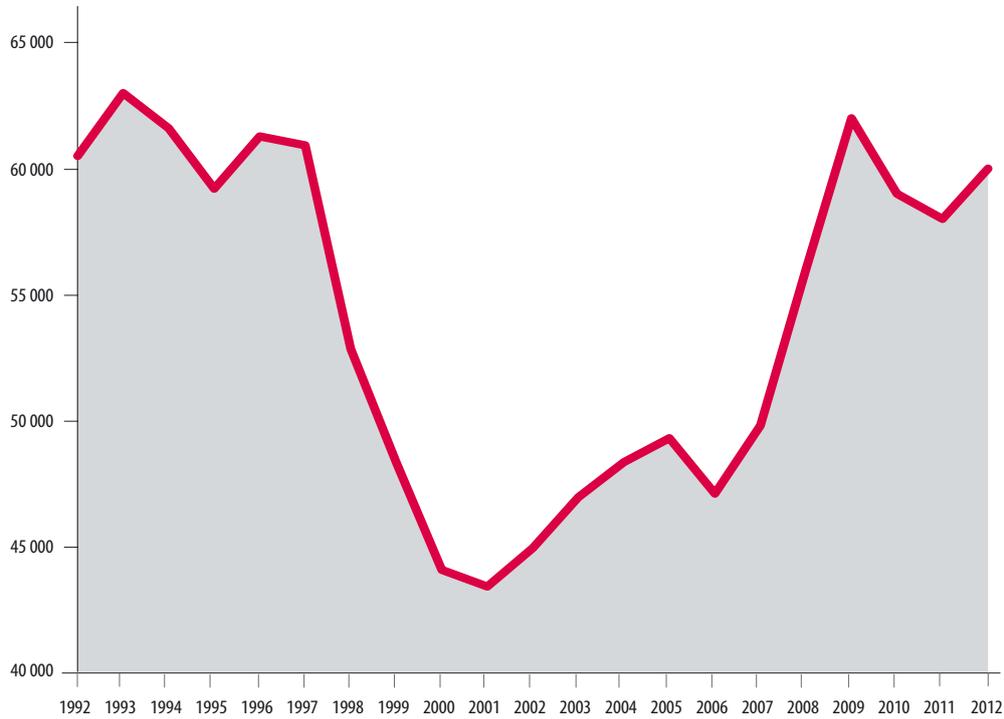
STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR ACTIVITÉ DEPUIS 2003

Activités	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Évolution 2012 vs 2011
AGRICULTURE	1 304	1 409	1 309	1 254	1 163	1 203	1 218	1 183	1 141	1 125	-1,4%
Chasse, pêche, forêt	372	368	331	326	301	269	262	223	224	237	5,8%
Culture	676	747	716	707	613	540	540	522	504	509	1,0%
Élevage	256	294	262	221	249	394	416	438	413	379	-8,2%
CONSTRUCTION	11 793	12 228	12 711	12 245	14 249	16 807	19 357	17 963	16 943	17 324	2,2%
Bâtiment	10 223	10 775	11 255	10 912	12 717	14 537	16 531	15 606	14 806	14 914	0,7%
Immobilier	1 570	1 453	1 456	1 333	1 532	2 270	2 826	2 357	2 137	2 410	12,8%
COMMERCE	10 809	11 501	11 953	11 403	11 839	12 822	13 832	13 138	13 310	13 506	1,5%
Commerce & réparation de véhicules	1 621	1 683	1 594	1 490	1 518	1 639	1 774	1 654	1 879	2 072	10,3%
Commerce de détail	5 304	5 976	6 479	6 276	6 726	7 542	8 195	7 903	8 116	8 152	0,4%
Commerce interentreprises	3 884	3 842	3 880	3 637	3 595	3 641	3 863	3 581	3 315	3 282	-1,0%
INDUSTRIE	5 581	5 307	5 066	4 657	4 292	4 547	5 264	4 598	4 392	4 439	1,1%
Industrie agroalimentaire	1 119	1 192	1 128	1 138	1 267	1 320	1 214	1 254	1 344	1 435	6,8%
Industrie hors agroalimentaire	4 462	4 115	3 938	3 519	3 025	3 227	4 050	3 344	3 048	3 004	-1,4%
INFORMATION & COMMUNICATION	1 774	1 521	1 588	1 405	1 393	1 487	1 659	1 593	1 508	1 544	2,4%
Services informatiques & édition de logiciels	1 065	898	856	779	734	766	848	846	800	882	10,3%
Autres activités information & communication	709	623	732	626	659	721	811	747	708	662	-6,5%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	1 966	1 953	2 003	1 609	1 451	1 697	2 026	1 939	1 766	1 953	10,6%
Transport routier de marchandises	1 531	1 504	1 564	1 195	1 069	1 282	1 550	1 474	1 357	1 484	9,4%
Autres activités de transport	435	449	439	414	382	415	476	465	409	469	14,7%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	253	254	283	226	251	304	413	352	390	395	1,3%
SERVICES AUX ENTREPRISES	4 435	4 638	4 728	4 756	4 977	6 563	7 369	7 221	7 188	7 359	2,4%
Activités scientifiques & techniques	2 173	2 237	2 296	2 267	2 369	3 128	3 717	3 611	3 604	3 766	4,5%
Services administratifs aux entreprises	2 262	2 401	2 432	2 489	2 608	3 435	3 652	3 610	3 584	3 593	0,3%
SERVICES AUX PARTICULIERS	1 358	1 383	1 445	1 528	1 529	1 778	2 038	2 230	2 252	2 431	7,9%
Activités de réparation	400	351	422	379	360	358	350	356	339	337	-0,6%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	637	686	732	803	859	1 038	1 230	1 324	1 320	1 536	16,4%
Autres services à la personne	321	346	291	346	310	382	458	550	593	558	-5,9%
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	4 796	5 285	5 446	5 093	5 542	6 377	6 764	6 471	6 475	6 910	6,7%
Hébergement	563	569	624	519	518	529	631	502	484	529	9,3%
Restauration	3 340	3 740	3 789	3 654	4 053	4 602	5 005	4 873	4 935	5 351	8,4%
Débts de boissons	893	976	1 033	920	971	1 246	1 128	1 096	1 056	1 030	-2,5%
AUTRES ACTIVITÉS	2 881	2 863	2 763	2 915	3 164	2 577	2 373	2 608	2 830	2 794	-1,3%
Santé humaine & action sociale	252	270	281	597	792	751	671	750	874	845	-3,3%
Activités récréatives	755	750	778	694	695	700	779	790	773	769	-0,5%
Enseignement	1 299	1 227	1 167	1 203	1 313	566	505	582	625	631	1,0%
Autres activités	575	616	537	421	364	560	418	486	558	549	-1,6%
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	46 950	48 342	49 295	47 091	49 850	56 162	62 313	59 296	58 195	59 780	2,7%

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR RÉGION DEPUIS 2003

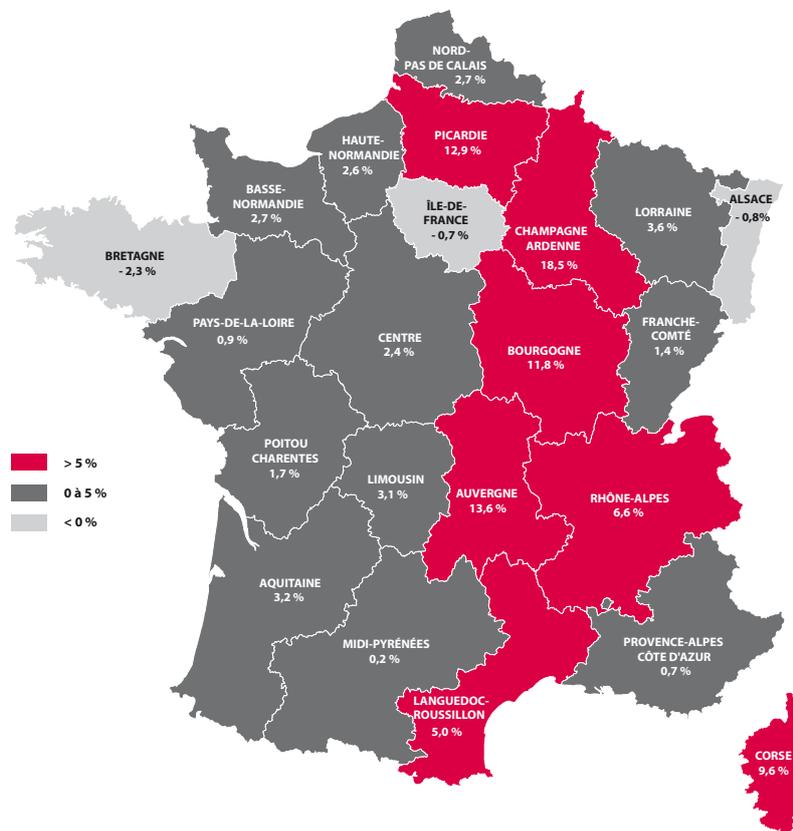
Régions	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Évolution 2012 vs 2011
Alsace	1257	1243	1254	1280	1337	1427	1 858	1 561	1 615	1 602	-0,8%
Aquitaine	2433	2505	2544	2545	2675	3 229	3 351	3 178	3 109	3 210	3,2%
Auvergne	620	798	812	681	723	849	935	846	818	929	13,6%
Basse-Normandie	838	798	839	799	821	947	1 178	1 112	1 160	1 191	2,7%
Bourgogne	982	1042	1085	1061	1098	1 240	1 347	1 279	1 266	1 416	11,8%
Bretagne	1787	1699	1652	1740	2001	2 325	2 752	2 507	2 619	2 558	-2,3%
Centre	1 530	1 586	1 646	1 550	1 715	1 914	2 097	2 005	2 143	2 194	2,4%
Champagne-Ardenne	836	861	776	797	808	895	994	1 009	895	1 061	18,5%
Corse	245	291	254	242	280	320	355	326	292	320	9,6%
Franche-Comté	766	780	785	830	924	993	1 075	915	977	991	1,4%
Haute-Normandie	927	1004	959	933	941	1 130	1 288	1 354	1 332	1 367	2,6%
Île-de-France	11 832	11 749	11 962	10 567	11 278	11 957	12 806	12 112	11 460	11 383	-0,7%
Languedoc- Roussillon	2 249	2 387	2 641	2 612	2 641	2 916	3 245	3 269	3 180	3 340	5,0%
Limousin	521	532	498	522	510	666	721	624	675	696	3,1%
Lorraine	1 526	1 556	1 665	1 597	1 628	1 988	2 006	2 076	1 894	1 963	3,6%
Midi-Pyrénées	1 958	1 943	1 990	2 063	2 106	2 415	2 550	2 567	2 565	2 571	0,2%
Nord-Pas de Calais	2 497	2 598	2 589	2 514	2 601	2 986	3 318	3 391	3 266	3 355	2,7%
Pays-de-la-Loire	1 673	1 827	1 756	1 805	1 946	2 347	2 771	2 680	2 694	2 719	0,9%
Picardie	1 086	1 106	1 040	1 001	1 030	1 168	1 327	1 382	1 511	1 706	12,9%
Poitou-Charente	1 100	1 113	1 132	1 062	1 210	1 367	1 632	1 440	1 506	1 531	1,7%
Provence- Alpes Côte d'Azur	4 886	5 502	5 487	5 113	5 365	5 920	6 567	6 210	6 124	6 168	0,7%
Rhône-Alpes	4 607	4 498	4 584	4 776	4 829	5 452	6 627	6 113	5 869	6 258	6,6%
D.O.M et étranger	794	924	1 345	1 001	1 383	1 711	1 513	1 340	1 225	1 251	2,1%
TOTAL FRANCE	46 950	48 342	49 295	47 091	49 850	56 162	62 313	59 296	58 195	59 780	2,7%

ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES FRANCE DEPUIS 20 ANS
 (DONNÉES 12 MOIS GLISSANTS - DÉCEMBRE 1992 À DÉCEMBRE 2012)



CARTE DE L'ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES FRANCE PAR REGION EN 2012

SOURCE ALTARES



DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES FRANCE DE PLUS DE 50 M € DE CHIFFRE D'AFFAIRES EN 2012
(DONNÉES PUBLIÉES ET NON CONSOLIDÉES, DERNIER BILAN DISPONIBLE)

RAISON SOCIALE	DPT	REGION	CODE NAF	ACTIVITÉ	ANNÉE CRÉATION	CA (M€)	OUVERTURE PROCÉDURE	MOIS DE PROCÉDURE	EFFECTIF
PETROPLUS MARKETING FRANCE SAS	92	Île-de-France	1920Z	Raffinage du pétrole	2007	3 646,8	RJ	01	33
DOUX	29	Bretagne	1012Z	Transformation et conservation de la viande de volaille	1960	430,9	RJ	06	1 020
DOUX FRAIS	29	Bretagne	1012Z	Transformation et conservation de la viande de volaille	1987	306,4	RJ	06	2 115
SURCOUF	59	Nord-Pas de Calais	4741Z	Commerce de détail d'ordinateurs, d'unités périphériques et de logiciels en magasin spécialisé	1992	269,5	RJ	02	519
GAME FRANCE	93	Île-de-France	4741Z	Commerce de détail d'ordinateurs, d'unités périphériques et de logiciels en magasin spécialisé	1992	196,2	RJ	09	951
PETROPLUS RAFFINAGE PETIT-COURONNE SAS	76	Haute-Normandie	1920Z	Raffinage du pétrole	2007	195,7	RJ	01	542
MARIE BRIZARD & ROGER INTERNATIONAL	94	Île-de-France	4634Z	Commerce interentreprises de boissons	1954	173,0	RJ	07	221
NEO SECURITY	75	Île-de-France	8010Z	Activités de sécurité privée	2000	158,6	LJ	06	5 680
LITWIN	92	Île-de-France	7112B	Ingénierie, études techniques	1985	152,9	RJ	02	213
SOPRAT	56	Bretagne	1085Z	Fabrication de plats préparés	1976	132,1	RJ	06	408
ALLTRADE	75	Île-de-France	4637Z	Commerce interentreprises de café, thé, cacao et épices	2002	131,2	LJ	05	4
SACFOM	93	Île-de-France	4619A	Centrales d'achat non alimentaires	1998	116,5	RJ	09	115
CLESTRA	67	Alsace	4332B	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie	1992	112,4	RJ	11	581
THOMSON ANGERS	92	Île-de-France	2640Z	Fabrication de produits électroniques grand public	1966	83,5	RJ	06	356
DISPOSELEC	44	Pays-de-la-Loire	4643Z	Commerce interentreprises d'appareils électroménagers	1987	79,1	RJ	10	101

DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES FRANCE DE PLUS DE 50 M € DE CHIFFRE D'AFFAIRES EN 2012
(DONNÉES PUBLIÉES ET NON CONSOLIDÉES)

RAISON SOCIALE	DPT	REGION	CODE NAF	ACTIVITÉ	ANNÉE CRÉATION	CA (M€)	OUVERTURE PROCÉDURE	MOIS DE PROCÉDURE	EFFECTIF
PARISOT MATTAINCOURT	88	Lorraine	3102Z	Fabrication de meubles de cuisine	1957	77,5	RJ	11	534
EVASOL	69	Rhône-Alpes	4799A	Vente à domicile	2007	73,9	RJ	03	315
CADDIE	67	Alsace	3099Z	Fabrication d'autres équipements de transport n.c.a.	1957	70,1	RJ	03	573
MERYL FIBER	62	Nord-Pas de Calais	2060Z	Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	1995	66,9	LJ	01	335
NAVIMO DISTRIBUTION	56	Bretagne	4649Z	Commerce interentreprises d'autres biens domestiques	2009	61,7	RJ	05	109
EBIZCUSS.COM	75	Île-de-France	4651Z	Commerce interentreprises d'ordinateurs, d'équipements informatiques périphériques et de logiciels	1992	61,3	LJ	05	108
RECYCLEAN	59	Nord-Pas de Calais	7739Z	Location et location-bail d'autres machines, équipements et biens matériels n.c.a.	1993	55,5	LJ	03	1 178
MOSELLE AUTOMOBILES	57	Lorraine	4511Z	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	1990	55,5	LJ	10	120
S.E.G.	85	Pays-de-la-Loire	2920Z	Fabrication de carrosseries et remorques	1976	54,8	LJ	10	358
CREAL	06	Provence-Alpes Côte D'azur	4673A	Commerce interentreprises de bois et de matériaux de construction	2001	50,9	RJ	10	67

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2012

DONNÉES AU 8 JANVIER DE CHAQUE ANNÉE

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE AUX 4^{ÈMES} TRIMESTRES 2010, 2011 ET 2012

	4 ^{ème} trimestre 2010	4 ^{ème} trimestre 2011	4 ^{ème} trimestre 2012	Évolution T4 2012/2011
Total France	14260	14277	16067	12,5%

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR TRANCHE D'EFFECTIF AUX 4^{ÈMES} TRIMESTRES 2010, 2011 ET 2012

Effectifs	4 ^{ème} trimestre 2010	4 ^{ème} trimestre 2011	4 ^{ème} trimestre 2012	Évolution T4 2012/2011
0 salarié ou inconnu	6340	6038	6573	8,9%
1 ou 2 salariés	3820	4036	4747	17,6%
3 à 5 salariés	2105	2093	2461	17,6%
6 à 9 salariés	984	1047	1088	3,9%
10 à 19 salariés	615	675	743	10,1%
20 à 49 salariés	310	272	337	23,9%
50 à 99 salariés	53	72	76	5,6%
100 salariés et plus	33	44	42	-4,5%
TOTAL FRANCE	14 260	14 277	16 067	12,5%

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR TRANCHE D'ÂGE AUX 4^{ÈMES} TRIMESTRES 2010, 2011 ET 2012

Âges	4 ^{ème} trimestre 2010	4 ^{ème} trimestre 2011	4 ^{ème} trimestre 2012	Évolution T4 2012/2011
moins de 3 ans	4116	3895	4222	8,4%
3 à 5 ans	4279	4235	4609	8,8%
6 à 10 ans	2573	2795	3399	21,6%
11 à 15 ans	1217	1239	1432	15,6%
16 ans et plus	2075	2113	2405	13,8%
TOTAL FRANCE	14 260	14 277	16 067	12,5%

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR ACTIVITÉ
AUX 4^{ÈMES} TRIMESTRES 2010, 2011 ET 2012

Activités	4 ^{ème} trimestre 2010	4 ^{ème} trimestre 2011	4 ^{ème} trimestre 2012	Évolution T4 2012/2011
AGRICULTURE	260	249	280	12,4 %
Chasse, pêche, forêt	51	49	62	26,5 %
Culture	114	111	118	6,3 %
Élevage	95	89	100	12,4 %
CONSTRUCTION	4 288	4 142	4 717	13,9 %
Bâtiment	3 770	3 597	3 986	10,8 %
Immobilier	518	545	731	34,1 %
COMMERCE	3 076	3 241	3 594	10,9 %
Commerce & réparation de véhicules	420	482	595	23,4 %
Commerce de détail	1 823	1 957	2 142	9,5 %
Commerce interentreprises	833	802	857	6,9 %
INDUSTRIE	1 063	1 064	1 199	12,7 %
Industrie agroalimentaire	290	331	385	16,3 %
Industrie hors agroalimentaire	773	733	814	11,1 %
INFORMATION & COMMUNICATION	383	392	394	0,5 %
Services informatiques & édition de logiciels	192	210	233	11,0 %
Autres activités information & communication	191	182	161	-11,5 %
TRANSPORT & LOGISTIQUE	429	459	514	12,0 %
Transport routier de marchandises	323	366	390	6,6 %
Autres activités de transport	106	93	124	33,3 %
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	91	106	107	0,9 %
SERVICES AUX ENTREPRISES	1 858	1 764	1 956	10,9 %
Activités scientifiques & techniques	928	867	1 031	18,9 %
Services administratifs aux entreprises	930	897	925	3,1 %
SERVICES AUX PARTICULIERS	548	497	665	33,8 %
Activités de réparation	82	69	76	10,1 %
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	314	320	436	36,3 %
Autres services à la personne	152	108	153	41,7 %
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	1 601	1 654	1 950	17,9 %
Hébergement	138	126	143	13,5 %
Restauration	1 211	1 280	1 504	17,5 %
Débits de boissons	252	248	303	22,2 %
AUTRES ACTIVITÉS	663	709	691	-2,5 %
Santé humaine & action sociale	185	215	207	-3,7 %
Activités récréatives	194	192	185	-3,6 %
Enseignement	162	167	163	-2,4 %
Autres activités	122	135	136	0,7 %
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	14 260	14 277	16 067	12,5 %

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES (RJ / LJ) EN FRANCE PAR RÉGION
AUX 4^{ÈMES} TRIMESTRES 2010, 2011 ET 2012

Régions	4 ^{ème} trimestre 2010	4 ^{ème} trimestre 2011	4 ^{ème} trimestre 2012	Évolution T4 2012/2011
Alsace	355	383	440	14,9%
Aquitaine	746	707	831	17,5%
Auvergne	201	182	246	35,2%
Basse-Normandie	258	282	326	15,6%
Bourgogne	315	299	356	19,1%
Bretagne	643	653	722	10,6%
Centre	488	540	611	13,1%
Champagne-Ardenne	252	204	268	31,4%
Corse	85	93	100	7,5%
Franche-Comté	245	215	246	14,4%
Haute-Normandie	325	321	348	8,4%
Île-de-France	3 111	3 000	3 179	6,0%
Languedoc-Roussillon	810	827	969	17,2%
Limousin	146	158	187	18,4%
Lorraine	469	376	477	26,9%
Midi-Pyrénées	600	639	679	6,3%
Nord-Pas de Calais	802	763	857	12,3%
Pays-de-la-Loire	618	678	767	13,1%
Picardie	352	363	513	41,3%
Poitou-Charentes	363	377	473	25,5%
Provence-Alpes Côte d'Azur	1 515	1 536	1 566	2,0%
Rhône-Alpes	1 501	1 482	1 689	14,0%
DOM et inconnue	60	199	217	9,0%
TOTAL	14 260	14 277	16 067	12,5%

PARTIE 2

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES PROCÉDURES DE SAUVEGARDES D'ENTREPRISES EN FRANCE

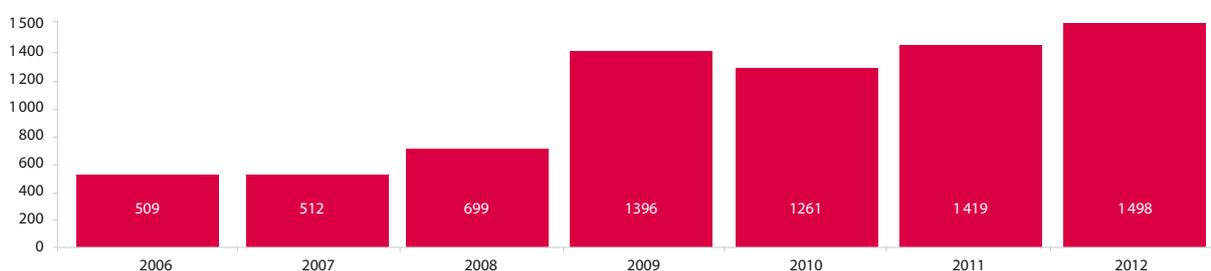
BILAN 2012

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES - BILAN 2012

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE DEPUIS 2006

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Nbre de sauvegardes	509	512	699	1 396	1 261	1 419	1 498
Évolution N-1	NA	0,6%	36,5%	99,7%	-9,7%	12,5%	5,6%

HISTOGRAMME DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE DEPUIS 2006



STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES PAR TRANCHE D'EFFECTIF DEPUIS 2006

Effectifs	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Évolution 2012 vs 2011
0 salarié ou inconnu	97	83	143	405	353	427	397	-7,0%
1 ou 2 salariés	94	89	128	193	181	213	248	16,4%
3 à 5 salariés	63	62	98	186	185	194	230	18,6%
6 à 9 salariés	65	66	75	165	145	185	198	7,0%
10 à 19 salariés	72	95	90	160	155	170	189	11,2%
20 à 49 salariés	59	70	104	171	146	132	156	18,2%
50 à 99 salariés	28	24	25	74	56	61	45	-26,2%
100 salariés et plus	31	23	36	42	40	37	35	-5,4%
TOTAL FRANCE	509	512	699	1 396	1 261	1 419	1 498	5,6%

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES PAR ACTIVITÉ DEPUIS 2006

Activités	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Évolution 2012 vs 2011
AGRICULTURE	20	26	18	41	40	44	36	-18,2%
Chasse, pêche, forêt	2	1	1	2	1	5	2	-60,0%
Culture	15	14	7	26	14	18	20	11,1%
Élevage	3	11	10	13	25	21	14	-33,3%
CONSTRUCTION	42	70	108	241	221	262	307	17,2%
Bâtiment	34	48	60	143	143	165	175	6,1%
Immobilier	8	22	48	98	78	97	132	36,1%
COMMERCE	99	100	155	303	313	321	309	-3,7%
Commerce & réparation de véhicules	19	7	20	27	59	44	62	40,9%
Commerce de détail	54	48	85	161	172	186	178	-4,3%
Commerce interentreprises	26	45	50	115	82	91	69	-24,2%
INDUSTRIE	128	119	161	266	169	178	175	-1,7%
Industrie agroalimentaire	17	25	24	30	17	38	44	15,8%
Industrie hors agroalimentaire	111	94	137	236	152	140	131	-6,4%
INFORMATION & COMMUNICATION	18	16	11	53	28	34	46	35,3%
Services informatiques & édition de logiciels	13	9	6	28	16	20	24	20,0%
Autres activités information & communication	5	7	5	25	12	14	22	57,1%
TRANSPORT & LOGISTIQUE	22	13	21	31	45	31	40	29,0%
Transport routier de marchandises	13	8	12	21	31	20	25	25,0%
Autres activités de transport	9	5	9	10	14	11	15	36,4%
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	8	7	13	19	23	36	42	16,7%
SERVICES AUX ENTREPRISES	82	73	105	263	227	283	286	1,1%
Activités scientifiques & techniques	41	29	44	109	100	106	105	-0,9%
Services administratifs aux entreprises	41	44	61	154	127	177	181	2,3%
SERVICES AUX PARTICULIERS	8	9	9	22	25	37	35	-5,4%
Activités de réparation	2	1	1	2	2	6	6	0,0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	4	6	8	15	15	25	23	-8,0%
Autres services à la personne	2	2		5	8	6	6	0,0%
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	44	50	62	103	100	110	129	17,3%
Hébergement	15	10	17	18	34	39	26	-33,3%
Restauration	23	33	35	68	54	60	92	53,3%
Débites de boissons	6	7	10	17	12	11	11	0,0%
AUTRES ACTIVITÉS	38	29	36	54	70	83	93	12,0%
Santé humaine & action sociale	16	9	12	22	25	26	36	38,5%
Activités récréatives	3	3	10	12	22	26	19	-26,9%
Enseignement	6	8	5	7	7	13	17	30,8%
Autres activités	13	9	9	13	16	18	21	16,7%
TOTAL DES ACTIVITÉS	509	512	699	1 396	1 261	1 419	1 498	5,6%

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES PAR TRANCHE D'ÂGE DEPUIS 2006

Âges	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Évolution 2012 vs 2011
moins de 3 ans	68	74	111	191	182	273	150	-45,1%
3 à 5 ans	96	110	144	362	294	323	366	13,3%
6 à 10 ans	94	96	140	269	299	247	332	34,4%
11 à 15 ans	77	79	91	169	141	194	193	-0,5%
16 ans et plus	174	153	213	405	345	382	457	19,6%
TOTAL FRANCE	509	512	699	1 396	1 261	1 419	1 498	5,6%

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES PAR TRANCHE DE CHIFFRE D'AFFAIRES DEPUIS 2006

Chiffres d'Affaires	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Évolution 2012 vs 2011
inconnu	162	173	237	421	389	493	525	6,5%
< 1,5 M€	201	198	262	604	559	613	674	10,0%
1,5 à 3 M€	59	53	81	127	105	117	113	-3,4%
3 à 7,5 M€	35	45	60	123	96	116	92	-20,7%
7,5 à 15 M€	23	20	28	71	53	46	49	6,5%
> 15 M€	29	23	31	50	41	34	45	32,4%
TOTAL FRANCE	509	512	699	1 396	1 243	1 419	1 498	5,6%

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES PAR CATÉGORIE JURIDIQUE DEPUIS 2006

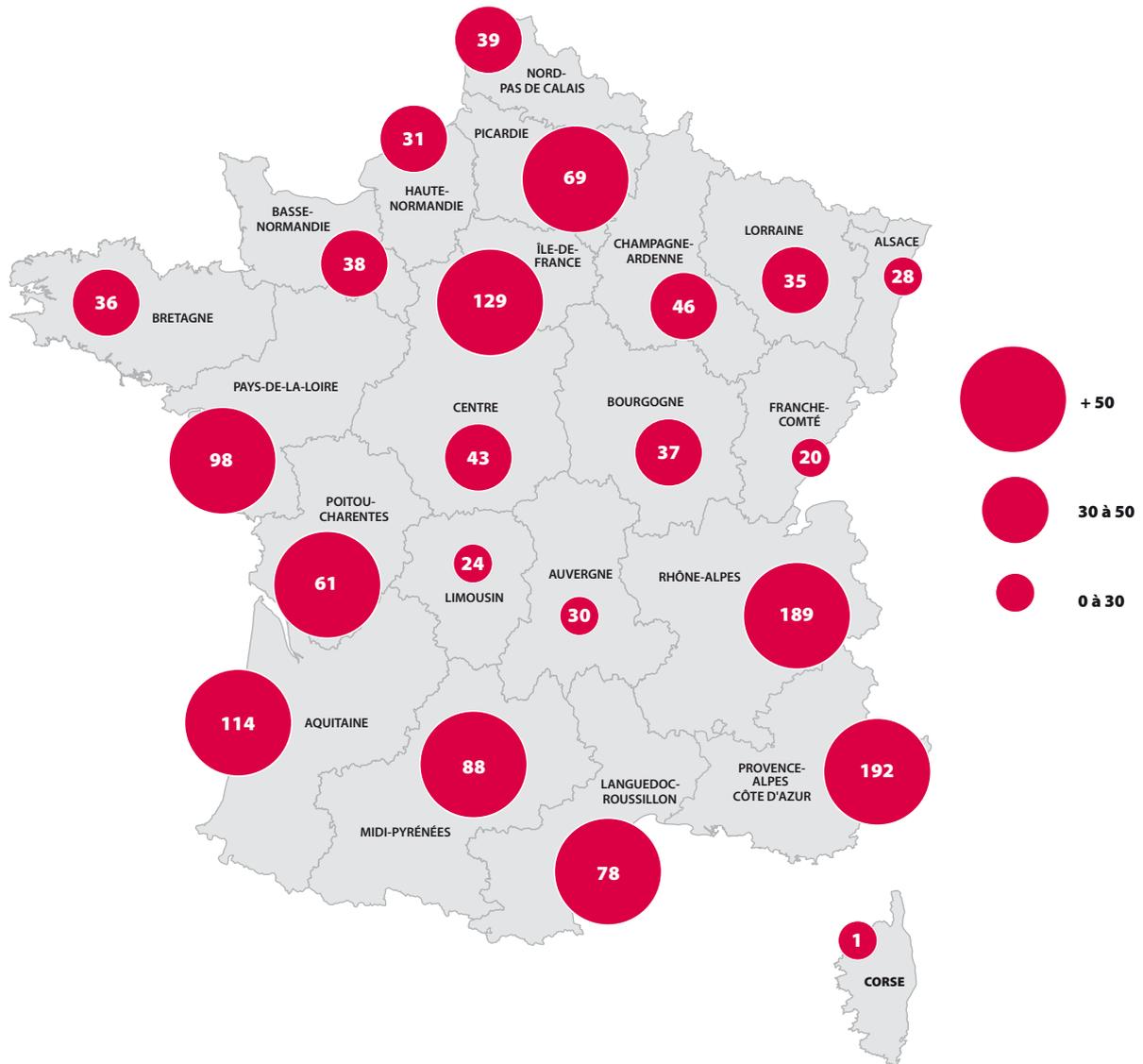
Catégories juridiques	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Évolution 2012 vs 2011
Entreprises Individuelles	58	59	63	148	115	130	130	0,0%
Sociétés à Responsabilité limitée	240	269	383	777	740	806	847	5,1%
Sociétés anonymes ou SAS	172	153	208	374	314	346	378	9,2%
Autres	39	31	45	97	92	137	143	4,4%
TOTAL FRANCE	509	512	699	1 396	1 261	1 419	1 498	5,6%

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES PAR RÉGION DEPUIS 2006

Régions	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Évolution 2012 vs 2011
Alsace	12	8	7	23	21	31	28	-9,7%
Aquitaine	29	27	63	120	129	120	114	-5,0%
Auvergne	10	13	17	32	20	25	30	20,0%
Basse-Normandie	18	26	25	60	39	59	38	-35,6%
Bourgogne	15	14	24	38	20	22	37	68,2%
Bretagne	22	23	18	33	39	31	36	16,1%
Centre	21	12	9	26	23	36	43	19,4%
Champagne-Ardenne	5	14	18	33	31	19	46	142,1%
Corse	2	4	1	-	4	1	1	0,0%
Franche-Comté	21	12	11	20	10	16	20	25,0%
Haute-Normandie	8	24	21	30	39	14	31	121,4%
Île-de-France	44	41	65	176	132	163	129	-20,9%
Languedoc-Roussillon	21	23	36	49	66	84	78	-7,1%
Limousin	4	4	6	10	20	21	24	14,3%
Lorraine	21	15	8	28	22	52	35	-32,7%
Midi-Pyrénées	12	24	27	66	64	79	88	11,4%
Nord-Pas de Calais	17	10	15	37	24	43	39	-9,3%
Pays-de-la-Loire	21	21	29	53	52	75	98	30,7%
Picardie	11	10	30	48	33	40	69	72,5%
Poitou-Charentes	12	16	24	31	61	83	61	-26,5%
Provence-Alpes Côte d'Azur	78	68	92	182	161	174	192	10,3%
Rhône-Alpes	87	100	139	262	185	172	189	9,9%
Autres (dont DOM)	18	3	14	39	66	59	72	22,0%
TOTAL	509	512	699	1396	1261	1419	1498	5,6%

CARTE DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES PAR RÉGION EN 2012

SOURCE ALTARES



SAUVEGARDES D'ENTREPRISES DE PLUS DE 20 M € DE CHIFFRE D'AFFAIRES EN FRANCE EN 2012

(DONNÉES PUBLIÉES ET NON CONSOLIDÉES)

RAISON SOCIALE	DPT	RÉGION	CODE NAF	ACTIVITÉ	ANNÉE CRÉATION	CA (M€)	MOIS DE SAUVEGARDE	EFFECTIF
POWEO PONT SUR SAMBRE PRODUCTION	59	Nord-Pas de Calais	3511Z	Production d'électricité	2006	196,6	3	
PARISOT	70	Franche-Comté	3109B	Fabrication d'autres meubles et industries connexes de l'ameublement	1981	125,6	11	739
CARRARD SERVICES	51	Champagne	8121Z	Nettoyage courant des bâtiments	2001	85,8	6	4819
COMPAGNIE FRANÇAISE DU PANNEAU	70	Franche Comté	1621Z	Fabrication de placage et de panneaux de bois	1981	85,0	11	219
DISPOSELEC	44	Pays-de-la-Loire	4643Z	Commerce interentreprises d'appareils électroménagers	1987	79,1	5	101
ASTP FRANCE	92	Île-de-France	2593Z	Fabrication d'articles en fils métalliques, de chaînes et de ressorts	2010	61,2	5	68
A.B.R.F. INDUSTRIES	44	Pays-de-la-Loire	3020Z	Construction de locomotives et d'autre matériel ferroviaire roulant	1993	40,2	7	173
TRANSPORTS CITRA	02	Picardie	5229B	Affrètement et organisation des transports	1955	37,1	3	345
LABORATOIRES SVR	91	Île-de-France	2042Z	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	1965	32,0	12	84
WILLEMSE FRANCE	59	Nord-Pas de Calais	4791B	Vente à distance sur catalogue spécialisé	1962	31,3	4	77
SOREPLA INDUSTRIE	88	Lorraine	3832Z	Récupération de déchets triés	1991	27,9	10	91
DANE-ELEC MEMORY	93	Île-de-France	4652Z	Commerce interentreprises de composants, d'équipements électroniques et de télécommunication	1988	27,2	10	30
BIHR FRERES FILATURE FICELLERIE CORDER	88	Lorraine	1394Z	Fabrication de ficelles, cordes et filets	1956	26,7	7	171
FROMAGERIE DE LEYMENT	73	Rhône-Alpes	1051C	Fabrication de fromage	2001	25,3	1	27
SOFRICA	85	Pays-de-la-Loire	5210A	Entreposage et stockage frigorifique	1973	24,9	10	219
CHANTIER NAVAL COUACH - CNC	33	Aquitaine	3012Z	Construction de bateaux de plaisance	2009	24,3	7	256
SODEREV TOUR	75	Île-de-France	5520Z	Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée	2003	24,0	9	

SAUVEGARDES D'ENTREPRISES DE PLUS DE 20 M € DE CHIFFRE D'AFFAIRES EN FRANCE EN 2012

(DONNÉES PUBLIÉES ET NON CONSOLIDÉES)

RAISON SOCIALE	DPT	RÉGION	CODE NAF	ACTIVITÉ	ANNÉE CRÉATION	CA (M€)	MOIS DE SAUVEGARDE	EFFECTIF
ROYAL MOTO FRANCE (RMF)	10	Champagne	4771Z	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	1990	23,6	10	65
INSERT	75	Île-de-France	7312Z	Régie publicitaire de médias	1999	23,1	4	329
SDAP	93	Île-de-France	4511Z	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	2007	21,9	8	47
KAISER S.A.	54	Lorraine	2920Z	Fabrication de carrosseries et remorques	1986	21,5	1	163
LATECOERE AERO-SERVICES	31	Midi Pyrénées	3316Z	Réparation et maintenance d'aéronefs et d'engins spatiaux	1989	21,1	8	170
ENIBAT	06	Provence-Alpes Côte D'azur	4399C	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	2000	20,8	10	121
EMULSCIENCE	91	Île-de-France	2042Z	Fabrication de parfums et de produits pour la toilette	2006	20,3	12	123

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2012

DONNÉES AU 8 JANVIER DE CHAQUE ANNÉE

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE

AUX 4^{ÈMES} TRIMESTRES 2010, 2011 ET 2012

	4 ^{ème} trimestre 2010	4 ^{ème} trimestre 2011	4 ^{ème} trimestre 2012	Évolution T4 2012/2011
Total France	326	381	381	0,0%

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE PAR TRANCHE D'EFFECTIF

AUX 4^{ÈMES} TRIMESTRES 2010, 2011 ET 2012

Effectifs	4 ^{ème} trimestre 2010	4 ^{ème} trimestre 2011	4 ^{ème} trimestre 2012	Évolution T4 2012/2011
0 salarié ou inconnu	89	96	103	7,3%
1 ou 2 salariés	57	57	69	21,1%
3 à 5 salariés	52	53	61	15,1%
6 à 9 salariés	42	52	50	-3,8%
10 à 19 salariés	27	50	41	-18,0%
20 à 49 salariés	35	42	32	-23,8%
50 à 99 salariés	17	23	15	-34,8%
100 salariés et plus	6	8	10	25,0%
TOTAL FRANCE	326	381	381	0,0%

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE PAR TRANCHE D'ÂGE

AUX 4^{ÈMES} TRIMESTRES 2010, 2011 ET 2012

Âges	4 ^{ème} trimestre 2010	4 ^{ème} trimestre 2011	4 ^{ème} trimestre 2012	Évolution T4 2012/2011
moins de 3 ans	48	71	41	-42,3%
3 à 5 ans	81	73	94	28,8%
6 à 10 ans	76	58	88	51,7%
11 à 15 ans	41	60	44	-26,7%
16 ans et plus	80	119	114	-4,2%
TOTAL FRANCE	326	381	381	0,0%

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE PAR ACTIVITÉ
AUX 4^{ÈMES} TRIMESTRES 2010, 2011 ET 2012

Activités	4 ^{ème} trimestre 2010	4 ^{ème} trimestre 2011	4 ^{ème} trimestre 2012	Évolution T4 2012/2011
AGRICULTURE	9	9	10	11,1 %
Chasse, pêche, forêt	1	2	1	-50,0 %
Culture	3	6	3	-50,0 %
Élevage	5	1	6	500,0 %
CONSTRUCTION	49	66	83	25,8 %
Bâtiment	31	47	53	12,8 %
Immobilier	18	19	30	57,9 %
COMMERCE	87	95	82	-13,7 %
Commerce & réparation de véhicules	15	10	17	70,0 %
Commerce de détail	46	51	44	-13,7 %
Commerce interentreprises	26	34	21	-38,2 %
INDUSTRIE	56	47	45	-4,3 %
Industrie agroalimentaire	9	11	14	27,3 %
Industrie hors agroalimentaire	47	36	31	-13,9 %
INFORMATION & COMMUNICATION	4	9	15	66,7 %
Services informatiques & édition de logiciels	2	4	8	100,0 %
Autres activités information & communication	2	5	7	40,0 %
TRANSPORT & LOGISTIQUE	8	10	5	-50,0 %
Transport routier de marchandises	5	8	3	-62,5 %
Autres activités de transport	3	2	2	0,0 %
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	8	7	12	71,4 %
SERVICES AUX ENTREPRISES	53	87	67	-23,0 %
Activités scientifiques & techniques	17	33	23	-30,3 %
Services administratifs aux entreprises	36	54	44	-18,5 %
SERVICES AUX PARTICULIERS	8	6	10	66,7 %
Activités de réparation	-	-	-	-
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	7	5	7	40,0 %
Autres services à la personne	1	1	3	200,0 %
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	29	26	32	23,1 %
Hébergement	13	9	9	0,0 %
Restauration	10	15	21	40,0 %
Débts de boissons	6	2	2	0,0 %
AUTRES ACTIVITES	15	19	20	5,3 %
Santé humaine & action sociale	5	7	4	-42,9 %
Activités récréatives	6	2	5	150,0 %
Enseignement	1	7	2	-71,4 %
Autres activités	3	3	9	200,0 %
ENSEMBLE DES ACTIVITES	326	381	381	0,0 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDES EN FRANCE PAR RÉGION
AUX 4^{ÈMES} TRIMESTRES 2010, 2011 ET 2012

Régions	4 ^{ème} trimestre 2010	4 ^{ème} trimestre 2011	4 ^{ème} trimestre 2012	Évolution T4 2012/2011
Alsace	7	11	6	-45,5%
Aquitaine	31	24	31	29,2%
Auvergne	2	9	5	-44,4%
Basse-Normandie	13	14	7	-50,0%
Bourgogne	2	7	5	-28,6%
Bretagne	8	7	12	71,4%
Centre	4	14	15	7,1%
Champagne-Ardenne	7	3	13	333,3%
Corse	2	-	1	-
Franche-Comté	3	7	7	0,0%
Haute-Normandie	9	2	5	150,0%
Île-de-France	39	35	34	-2,9%
Languedoc-Roussillon	19	25	23	-8,0%
Limousin	4	5	8	60,0%
Lorraine	4	13	11	-15,4%
Midi-Pyrénées	19	20	25	25,0%
Nord-Pas de Calais	7	20	6	-70,0%
Pays-de-la-Loire	14	17	19	11,8%
Picardie	11	13	17	30,8%
Poitou-Charentes	17	22	19	-13,6%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	52	53	60	13,2%
Rhône-Alpes	51	50	44	-12,0%
DOM et inconnue	1	10	8	-20,0%
TOTAL	326	381	381	0,0%

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

AVERTISSEMENT : Depuis 2009, Altares diffuse ses statistiques de défaillances et sauvegardes d'entreprises par activité selon la nomenclature NAF révisée au 1^{er} janvier 2008.

DÉFINITION DE LA DÉFAILLANCE :

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire directe auprès d'un tribunal de commerce ou de grande instance.

Cette procédure intervient lorsque le débiteur est en cessation de paiements, c'est à dire lorsqu'il est dans l'impossibilité de faire face au passif exigible avec l'actif disponible.

La procédure de sauvegarde est ouverte par le tribunal sur demande d'un débiteur qui, sans être en cessation des paiement, justifie de difficultés qu'il n'est pas en mesure de surmonter.

Les procédures de redressement judiciaire et de sauvegarde sont applicables aux sociétés mais aussi à toute entreprise exerçant une activité commerciale ou artisanale, à tout agriculteur, à toute autre personne physique exerçant une activité professionnelle indépendante y compris une profession libérale.

STATISTIQUES DE DÉFAILLANCES :

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises et de sauvegardes comptabilisent l'ensemble des entités légales disposant d'un numéro siren (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un tribunal de commerce ou de grande instance. Ne sont, par conséquent, pas considérées les suites de procédures, à savoir liquidations judiciaires après redressement judiciaire, plan de continuation, de sauvegarde ou de cession. Ne sont pas davantage retenues les cessations amiables d'activité.

LES SOURCES DES PROCÉDURES COLLECTÉES PAR ALTARES :

Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de commerce ou des Tribunaux d'Instance ou de Grande Instance. Altares est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987. Le B.O.D.A.C.C. publie les annonces légales relatives à la vie d'une entreprise, notamment les avis de procédures de sauvegarde, de redressement et liquidation judiciaires.

DONNÉES EN DATE DE JUGEMENT :

La date de défaillance ou de sauvegarde retenue par Altares est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au BODACC.

NOMENCLATURE D'ACTIVITÉS :

La nomenclature des activités françaises a été révisée au 1^{er} janvier 2008. La NAF rév. 2 succède à la NAF rév. 1 qui était en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2003. La modification des codes NAF répond à l'évolution des technologies, des marchés et des entreprises sur les vingt dernières années. Elle a aussi pour but de rapprocher les codes d'activité français des nomenclatures européennes (la NACE) et internationales (la CITI) pour une harmonisation qui permettra notamment de meilleures comparaisons entre les pays.

En pratique, plusieurs conséquences :

- Les codes NAF passent de 4 à 5 caractères ; les 4 premières positions correspondent à la nomenclature européenne (NACE) nouvellement révisée, et la 5^{ème} position permet de compléter le code officiel par une spécificité nationale, sous forme de lettre.
- Un code d'activité sur trois (34 %) dans la nouvelle nomenclature n'a pas de correspondance directe dans l'ancienne NAF qui comptait 712 codes contre 732 désormais.

La révision de la nomenclature des activités françaises nous conduit à recalculer notre série historique des statistiques de défaillances sur 10 ans selon la NAF rév 2. Mais les tendances globales de la nouvelle série restent néanmoins comparables de celles observées avec la NAF rév 1.

Les secteurs d'activité étudiés dans les analyses Altares se définissent de la façon suivante :

SECTEURS D'ACTIVITÉ AGRÉGÉS	SECTEURS D'ACTIVITÉ DÉVELOPPÉS	CODES NAF Rev 2 ASSOCIÉS
Agriculture	Chasse, pêche, forêt	017 à 03
	Culture	011 à 0113 ET 016 sauf 0163Z
	Élevage	014 à 015 ET 0163Z
Construction	Bâtiment	412 à 43
	Immobilier	411 ET 68
Commerce	Commerce & réparation véhicules	45
	Commerce de détail	47
	Commerce interentreprises	46
Industrie	Industrie agroalimentaire	10 à 12
	Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 ET 13 à 39
Information & communication	Services Informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
	Autres activités information & communication (Édition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 ET 59 à 61 ET 62 à 6312 ET 6391 ET 6399
Transport & logistique	Transport routier de marchandises	4941 à 4950
	Autres activités de transport	4910 à 4939 ET 50 à 53
Activités financières et d'assurance	Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
Services aux entreprises	Activités scientifiques et techniques (Conseil, gestion, R&D, publicité...)	69 à 75 ET 9601A
	Services administratifs aux entreprises (Location, interim, voyage, sécurité, nettoyage...)	77 à 82 et 6420Z
Services aux particuliers	Activités de réparation	95
	Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 ET 9604
	Autres services à la personne	9601B ET 9603Z ET 9609 à 98
Hébergement, restauration, débits de boisson	Hébergement	55
	Restauration	56 sauf 5630
	Débits de boissons	5630
Autres activités	Santé humaine & action sociale	86 à 88
	Activités récréatives	90 à 93
	Enseignement	85
	Administration publique	84
	Autres activités	94 ET 99